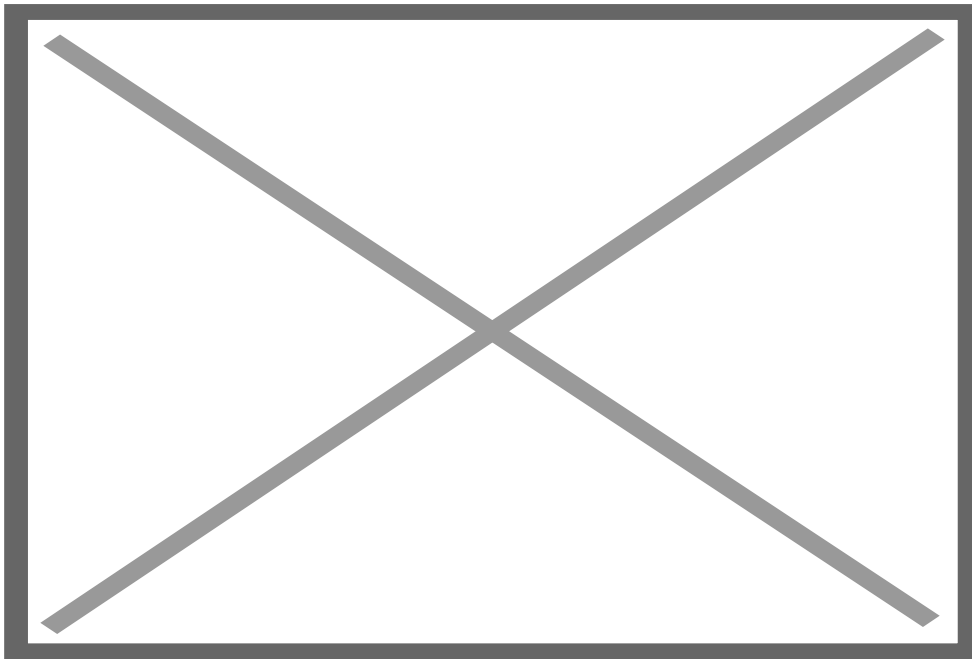


Israël isole les universités palestiniennes

Description

Maureen Clare Murphy 11 juillet 2019 The Electronic Intifada



L'Université de Bir Zeit en Cisjordanie occupée est classée parmi les 3% des universités de tête au niveau mondial. Issam Rimawi APA images

Israël isole les universités palestiniennes en forçant des scientifiques internationaux à abandonner leurs postes en Cisjordanie occupée.

Deux groupes palestiniens de défense des droits humains ainsi que [l'Université Birzeit](#), interpellent Israël pour qu'il lève les restrictions qui empêchent des universitaires venus de l'étranger de travailler en Cisjordanie ; ils demandent la publication d'une procédure claire et réglementaire de délivrance de visas et de permis de travail.

La politique israélienne consistant à refuser l'entrée en Cisjordanie des internationaux, comme de faillir à traiter les demandes de prolongement de visas dans un délai convenable, a affecté des dizaines de scientifiques qui travaillent dans des universités palestiniennes.

Menaces sur le classement

Les restrictions israéliennes mettent en péril le classement de Birzeit parmi les 3% des universités de tête au niveau mondial, disent l'institution éducative et les groupes de défense des droits. La proportion d'enseignants et d'étudiants étrangers sont des indicateurs-clés dans le classement des universités.

« En empêchant Birzeit d'employer des enseignants venant de l'étranger, Israël fait obstacle à sa capacité à fonctionner comme université satisfaisant aux normes internationales » ont déclaré les groupes de défense des droits Al-Haq et Adalah.

Au cours des deux dernières années, quatre enseignants à plein temps et trois enseignants à temps partiel de l'Université Birzeit, la plus ancienne université palestinienne de Cisjordanie, ont été obligés de quitter le pays et n'ont pas pu continuer à enseigner après qu'Israël ait refusé de renouveler leurs visas.

Cette année, deux enseignants venus de l'étranger et titulaires de contrats à plein temps à Birzeit, se sont vus refuser l'entrée par Israël. Six membres du corps enseignant sont actuellement dépourvus de visa en cours de validité et cinq autres, dont un directeur de département, « sont à l'étranger sans précision sur leur possibilité de revenir ».

Des dizaines de membres du personnel international et de chargés de cours ont « subi un préjudice au cours des deux années passées du fait des rejets par Israël de leurs demandes de nouveaux visas ou de renouvellement de visas ou par refus de les laisser entrer en Cisjordanie ».

Nombre d'entre eux sont des Palestiniens qui ont des passeports internationaux et la majorité vient des États Unis ou d'autres États de l'Union Européenne.

La politique israélienne à l'égard des universitaires internationaux « viole la liberté des universités d'étendre les domaines de recherche et d'études proposés aux étudiants palestiniens aussi bien qu'à l'étrangers. En ce sens, Israël empêche la population palestinienne sous occupation de déterminer pour elle-même quel type d'éducation elle veut fournir ».

Une réglementation du COGAT, la branche gestionnaire de l'occupation militaire israélienne, ne permet aux « enseignants et conseillers » venant de l'étranger de faire des demandes de visas que de trois mois.

Parallèlement, les universités israéliennes « peuvent recruter des universitaires étrangers selon une procédure distincte qui permet l'entrée et l'emploi d'étrangers pour une période allant jusqu'à cinq ans ».

Le régime des permis

Le régime des permis d'Israël empêche les Palestiniens de Gaza d'étudier en Cisjordanie et vice versa.

Les étudiants de Gaza ont représenté quelque [35%](#) des effectifs des universités de Cisjordanie.

Sous le blocus israélien qui dure depuis plus de dix ans, le chômage des diplômés universitaires rattrape et dépasse l'an dernier à Gaza à [près de 80%](#)

Des associations universitaires internationales, dont l'Association d'études sur le Moyen Orient basée aux États Unis, les Scientifiques de Californie pour la Liberté Académique et les Sociétés Britanniques pour les Études sur le Moyen Orient ont condamné les restrictions israéliennes envers les universitaires étrangers dans les universités palestiniennes.

Des universitaires et chercheurs européens ont parallèlement [appelé à mettre fin](#) au financement par l'UE d'institutions académiques israéliennes ayant des « liens étroits avec l'industrie militaire israélienne ».

L'Union Européenne a distribué [plus de 800 millions](#) de dollars (709 millions €) des chercheurs israéliens, en grande partie via son programme de financement [Horizon 2020](#)

Depuis 2004, des groupes de la société civile palestinienne ont appelé à un boycott des institutions académiques israéliennes.

Ces institutions ont soit contribué directement à maintenir, défendre ou justifier autrement l'oppression de l'État israélien ou ont été complices « par leur silence » d'occulter [l'appel au boycott](#)

Dans ce qui est considéré comme une première, une association européenne de chercheurs en santé mentale vient d'annuler son projet de congrès en 2012 à Jérusalem.

ENMESH [est dit avoir pris la décision](#) après une vive réaction de membres du bureau qui ne voulaient pas passer les deux prochaines années sous la pression de militants de la solidarité avec la Palestine.

Selon le journal israélien *Haaretz*, c'est la première fois qu'une organisation de ce type fait marche arrière sur une décision préalable de tenir un congrès en Israël, ce qui indique que la campagne de boycott académique d'Israël prend de la vitesse.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée
2019/07/14